

Une sortie de crise respectueuse du climat ?



Priorité à la protection du climat : le Système alpin d'objectifs climat et le Pacte vert montrent la marche à suivre pour l'après coronavirus.

Les gouvernements des pays alpins et du monde entier sont encore très occupés à tenter de juguler la pandémie du coronavirus et ses conséquences. Pendant ce temps, les premières initiatives pour une relance verte de l'économie se mettent en place.

« Le trafic routier pratiquement au point mort au Tyrol », « L'aéroport de Zurich paralysé par le coronavirus » ou « Le bureau s'installe à domicile ». Actuellement, des thèmes extérieurs à la crise climatique dominent l'actualité. La pandémie du coronavirus a entraîné une baisse soudaine de la mobilité, de la production et de la consommation. Les mesures destinées à endiguer la progression du virus réduisent entre autres les émissions polluantes de dioxyde de carbone et de dioxyde de soufre liées au trafic. Dès

que des médicaments et des vaccins contre le virus auront été développés, l'économie va repartir, et avec elle les émissions de CO₂. Les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques font partie des personnes à risque pour le coronavirus. C'est aussi la population dont la santé est la plus fortement menacée par le changement climatique dans les Alpes, par exemple en cas de canicule. « Rien que pour des raisons de santé et pour sauver des milliers de vies humaines, nous devons réussir à relancer l'économie des pays alpins de manière durable et respectueuse de l'environnement », souligne Kaspar Schuler, codirecteur de CIPRA International.

Une confirmation pour les objectifs climatiques alpins

Dès début mars 2020, la Commission européenne a présenté avec son « Pacte vert » une première proposition de loi climatique européenne. Le pacte prévoit de rendre l'économie européenne climatiquement neutre d'ici à 2050. À la mi-avril, les ministres de l'environnement de 13 États européens ont lancé un appel pour que le Pacte vert européen soit placé au cœur du plan de relance post-pandémique de l'UE. Dans un commentaire sans ambiguïté pour le portail d'information climatechange.news.com, les ministres affirment qu'on doit « résister à la tentation des solutions à court terme pour répondre à la crise actuelle ». Avec de telles réponses, « l'UE risquerait de rester prisonnière pour des décennies d'une économie basée sur les combustibles fossiles ». Selon eux, le Pacte vert propose une feuille de route pour prendre les bonnes décisions en réaction à cette crise économique, et transformer en même temps l'Europe en une économie durable et climatiquement neutre. « Nous devons augmenter les investissements, en particulier dans les domaines de la mobilité durable, des énergies renouvelables, de la rénovation des bâtiments, de la recherche et de l'innovation, de la restauration de la biodiversité et de l'économie circulaire. » Quatre États alpins – l'Autriche, la France, l'Italie et l'Allemagne – soutiennent cet appel. Le Pacte vert de l'UE confirme aussi indirectement le bien-fondé du « Système alpin d'objectifs climat 2050 », dont la mise en œuvre a été recommandée par la XV^e Conférence alpine des huit États alpins en avril 2019 à Innsbruck/A. Signée en 2017 pour favoriser l'adaptation au changement climatique au niveau local, la « [Charte de Budoia](#) » du réseau de communes « Alliance dans les Alpes » va dans le même sens.

Neutralité climatique d'ici à 2050

La Slovénie ne s'est pas jointe à l'appel des ministres de l'Environnement. Elle a malgré tout été au début de l'année le dernier pays de l'UE à adhérer à l'objectif de la neutralité climatique d'ici à 2050. Le gouvernement slovène a adopté une Stratégie climatique et énergétique nationale, mais sans fixer de date pour l'arrêt de la plus grande centrale au charbon de Slovénie à Šoštanj. En Suisse, pays non membre de l'UE, le Conseil fédéral s'est engagé début avril à atteindre les objectifs de l'Initiative pour les glaciers, qui veut réduire les émissions nettes de gaz à effets de serre à zéro d'ici à 2050. De par sa vulnérabilité en tant que pays alpin, la Suisse a tout intérêt à limiter le réchauffement climatique, indique le Conseil fédéral. Contrairement à l'initiative, il ne souhaite cependant pas inscrire dans la Constitution l'interdiction explicite des énergies fossiles.

Sources et informations complémentaires :

www.euractiv.de/section/energie-und-umwelt/news/umweltministerien-und-eu-parlamentsinitiative-fordern-gruenen-wiederaufbau/ (de), <https://orf.at/stories/3161871/> (de), www.zeit.de/politik/ausland/2020-03/eu-klimaschutzgesetz-green-deal-klimaneutralitaet-eu-kommission (de), www.schweizerbauer.ch/politik-wirtschaft/agrarpolitik/gletscherinitiative-gegenentwurf-56643.html (de), <https://alpenallianz.org/fr/actuel/charte-de-budoia-adaption-au-changement-climatique>, www.reuters.com/article/us-climate-change-slovenia/slovenia-latest-nation-to-seek-carbon-neutrality-by-2050-idUSKBN1ZD1X8 (en), www.minambiente.it/comunicati/pianura-padana-riduzione-fino-al-50-inquinanti-atmosfera-misure-introdotte-fronteggiare (it) www.swr.de/wissen/corona-positive-folgen-fuer-die-umwelt-100.html (de)

Point de vue : Un plan pour construire une société résiliente



Barbara Wülser, Co-directrice
CIPRA International (c)
DarkoTodorovic

La crise du coronavirus a fragmenté notre vie : relations, modèles de travail, comportements de loisirs et de consommation sont éparés devant nous. Nous ne savons pas encore comment nous allons les remettre en place. Pour Barbara Wülser, codirectrice de CIPRA International, c'est aussi la chance de développer un nouveau plan qui nous permettra de construire une société mieux armée pour l'avenir.

Les mesures de lutte contre le Sars-CoV-2 font actuellement reculer la consommation d'énergie et les émissions de CO₂. Le bruit et les vibrations sismiques diminuent, nous entendons de nouveau le chant des oiseaux, l'air est plus pur. Mais ne nous y trompons pas : ce n'est pas la transition écologique ! Nous vivons actuellement l'un des mois les plus chauds depuis le début des relevés et le troisième été de sécheresse s'annonce déjà. Si nous voulons réussir la vie et l'économie post-pandémie, le plan de reconstruction devra donner autant de poids aux aspects écologiques qu'à l'économie. Il pourra être complété et élargi, mais devra aussi être libéré de tous les aspects délétères.

La menace est réelle : au nom de la relance, les gouvernements risquent d'insuffler des milliards dans le maintien d'un système qui fait de nombreux perdants, et peu de gagnants : des milliards promis à la lutte contre le changement climatique, qui manqueront pour sa mise en œuvre. Nous avons aujourd'hui besoin d'une répartition équitable des charges pour atténuer les effets négatifs de la mondialisation, responsable en partie de ces deux crises : la pandémie du coronavirus et le changement climatique. La mise en place d'une gouvernance mondiale pour les problèmes engendrés par la mondialisation, que ce soit dans le domaine de la santé ou dans celui de l'environnement, ne peut être renvoyée à plus tard.

Deux questions seront décisives : quelle sera l'orientation des mesures de relance attendues, et quelles branches seront financées selon quels critères. L'objectif de toutes les mesures doit être de mettre en place un ordre social et économique résilient, dans lequel la production et la consommation s'orientent sur les ressources réellement disponibles.

Des solutions praticables existent déjà dans de nombreuses régions alpines. Des filières relativement courtes et locales renforcent les circuits économiques locaux, et donc l'indépendance vis-à-vis des influences extérieures. Les communautés locales encouragent le vivre ensemble, ainsi que le dialogue avec les personnes qui pensent autrement. Les espaces libres et le manque d'occasions de consommer encouragent la responsabilisation et l'innovation sociale, qu'il s'agisse de réparer les appareils au lieu d'acheter du neuf, de proposer des structures d'accueil pour les enfants ou les personnes âgées, de sauver le dernier restaurant de la vallée ou d'organiser des achats groupés pour l'alimentation.

Au niveau technologique, de nombreuses innovations existent déjà. Elles auraient souvent simplement besoin d'un coup de pouce, par exemple un financement initial, ou un besoin lié à une nouvelle situation – comme c'est le cas aujourd'hui. Nous devons développer ensemble des visions positives, et exiger avec véhémence leur mise en œuvre. Pour cela, nous avons besoin de réseaux, de coopérations et d'échanges de connaissances et d'expériences à tous les échelons, du niveau local au niveau international.

Face au coronavirus, les États nationaux sont devenus des gestionnaires de crise. Cette crise sera un jour ou l'autre maîtrisée grâce au confinement, aux médicaments, aux vaccins, etc. Elle nous a montré, entre autres, à quelle vitesse nous étions capables de nous adapter. Tirons parti de cette expérience ! Le plan de reconstruction post-pandémie doit impérativement inclure la maîtrise de la crise climatique. Le changement climatique est en effet, lui, irréversible.

Sources et informations complémentaires :

www.republik.ch/2020/04/10/wir-sollten-in-europa-nicht-warten-bis-wir-amerikanische-verhaeltnisse-haben (de), www.republik.ch/2020/04/13/verschnaufpause-fuer-die-natur (de), www.infosperber.ch/Artikel/Gesundheit/Covid-19-Krise-Ursache-Gesundheit-Kumulation (de), www.ndr.de/fernsehen/Mit-Anja-Reschke-und-Claudia-Kmfert_sendung1032078.html (de), https://atmo-france.org/wp-content/uploads/2020/03/200327_interaction_QA_covid19.pdf

La CIPRA vibre pour les paysages

Un col slovène, un glacier moribond en Suisse, un sentier pastoral en France : dans son rapport annuel 2019, CIPRA International apporte un éclairage sur les émotions que suscitent les paysages et leurs histoires.



Mettre le paysage des Alpes en lumière : le rapport annuel 2019 de CIPRA International.

Sommets, lisières de forêts, rives de cours d'eau : les paysages alpins reflètent le passé et le présent. Ils sont fondateurs d'identité, espaces récréatifs, liens à nos origines ou lieux de désir. En ces temps de crise, alors que les contacts avec les autres sont limités, que les magasins sont fermés et que les événements sont annulés, les gens redécouvrent les paysages. Ils leur permettent de respirer, de se détendre, de bouger et de faire le plein d'énergie. Dans son rapport annuel 2019, CIPRA International met en lumière les relations entre les humains et les paysages, et s'engage pour leur protection.

Lorsque nous tissons un lien avec notre environnement, nous nous en sentons aussi responsables. CIPRA International a invité de jeunes adultes, des expert·e·s, des parties prenantes et le public intéressé, à des événements dédiés au paysage dans tout l'Arc alpin. Le vernissage en mars, à Vaduz, du numéro de la revue *Alpenscène* intitulé « Le paysage est négociable » a permis au public intéressé d'échanger sur les transformations du paysage au Liechtenstein. En Slovénie, un groupe de jeunes adultes est parti en août explorer à pied le col du Vršič. En Suisse, des militants ont bivouaqué au pied du glacier du Trift pour protester contre un projet de barrage.

Protéger les habitats des abeilles sauvages, prendre le bus ou le vélo au lieu de la voiture, mettre en lumière la force de la diversité culturelle, découvrir des histoires sur les paysages, rendre l'arc alpin climatiquement neutre d'ici à 2050 : découvrez ces projets et activités de CIPRA International et bien d'autres dans le rapport annuel 2019.

Le rapport annuel est disponible en version papier ou numérique auprès de CIPRA International au +423 237 53 53 et par courriel à international@cipra.org ou sur www.cipra.org/rapport-annuels

Coadaptation entre humains et loups



La coadaptation comme objectif : comment humains et loups peuvent cohabiter en bonne entente avec la distance nécessaire. (c) flickr, Marc Biarnès

Les loups reviennent dans les Alpes : dans le cadre d'un projet, la CIPRA souhaite engager des échanges avec les parties prenantes au niveau local sur la manière dont la co-adaptation entre les humains et les prédateurs est possible.

Bergers, chasseurs, défenseurs de l'environnement, responsables politiques : le retour et la dispersion des loups dans les Alpes génèrent des conflits entre acteurs de différents horizons. Les discussions montrent qu'il est impératif de repenser nos comportements vis-à-vis de certains aspects de la nature en général, et les rapports entre les humains et les loups en particulier.

Le projet de la CIPRA « Transfert de connaissances pour la coadaptation entre le loup et les humains dans les régions alpines » réunit différents groupes d'acteurs au-delà des frontières régionales et nationales, mais aussi sociales et culturelles. Il vise à favoriser l'échange d'expériences, de points de vue et de pratiques en matière de gestion des conséquences liées à la présence des loups. La question centrale du projet : comment la co-adaptation entre les humains et les loups (c'est-à-dire l'adaptation des humains et de leurs activités face aux prédateurs, mais aussi des prédateurs face aux humains et à leurs activités) peut-elle fonctionner durablement ? Des protagonistes de tous les pays alpins sont invités à partager leurs expériences sur le retour des loups, qui varie beaucoup d'un pays à l'autre. Par exemple, alors que les loups se sont installés dans les Alpes françaises il y a une trentaine d'années, la première formation de meute en Suisse n'a été confirmée qu'en 2012.

Pour Marion Ebster, responsable du projet, une autre spécificité de la démarche réside dans son approche régionale et locale. « Nous voulons aller dans les territoires et réunir les gens sur le terrain pour apprendre les uns des autres. » Selon elle, c'est au niveau local qu'on peut le mieux impliquer les groupes d'intérêt et identifier des pistes pour vivre dans une cohabitation plus sereine avec les loups. Un projet préparatoire d'un an vient d'être lancé. Il sera suivi d'une phase de mise en œuvre et de travail sur le terrain. Le projet est soutenu financièrement par le Ministère allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, ainsi que par les fondations suisses Temperatio et unaterra.

Sources et informations complémentaires :

Frank, Elisa und Nikolaus Heinzer (2019): *Wölfische Unterwanderungen von Natur und Kultur – Ordnungen und Räume neu verhandelt*. In: Stefan Groth und Linda Mülli (Hg.): *Ordnungen in Alltag & Gesellschaft. Empirisch-kulturwissenschaftliche Perspektiven*. Würzburg, S. 93-124. (de), www.lifewolfalps.eu/en/the-project-in-its-six-guidelines/(en), www.zora.uzh.ch/id/eprint/137893/1/AIMu_Wolf_Publikation_Buch_02_ePub_DEFINITIV.pdf (de)

Ancrer la participation des jeunes dans les Alpes



Un processus participatif : des représentants de la SUERA travaillent sur une stratégie visant à impliquer davantage les jeunes (c) Maya Matthias

Conseil de jeunes, applis, bons exemples : dans le cadre d'un atelier organisé au printemps à Lyon/F, des membres de la SUERA ont discuté des solutions possibles pour faire avancer la participation des jeunes dans les Alpes. Les débats se sont appuyés sur une étude d'experts présentant de nombreux exemples inspirants.

Comment la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine peut-elle mieux impliquer la jeunesse ? De quelles structures a-t-on besoin pour une participation durable des jeunes ? Des représentant-e-s de la SUERA ont abordé ces questions, parmi d'autres, dans le cadre d'un atelier organisé au printemps à Lyon/F à l'occasion du lancement de la présidence française. Sous un format participatif, ils-elles ont développé différentes propositions, par exemple la mise en place d'un Conseil de jeunes de la SUERA, ou le lancement d'une appli destinée à faciliter la participation des jeunes sur des thématiques spécifiques.

L'objectif est d'impliquer les jeunes dans les activités de la SUERA et de leur permettre de participer à la construction de leur milieu de vie. Avec le projet youth.shaping.EUSALP, la Commission européenne et le Land Tyrol ont lancé en 2018 une démarche visant à accroître la participation des jeunes. L'implication de la jeunesse est un défi pour la stratégie macro-régionale. Sa présidence, d'une durée d'un an, est tournante entre les pays alpins. La continuité des travaux n'est donc possible qu'avec la coopération et le soutien engagé de tous les membres. En 2020, c'est au tour de la France de reprendre le flambeau.

CIPRA International accompagne la démarche youth.shaping.EUSALP en coopération avec l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (Anacej) et Val&Monti, et avec le soutien de la facilitatrice Nicoletta Piersantelli. Dans le cadre du projet, les partenaires ont réalisé une étude constituée de différents volets, avec notamment un aperçu des différentes organisations de jeunesse dans les Alpes, de bons exemples en matière de communication et de gouvernance, ainsi que des recommandations stratégiques à l'attention de la SUERA. Un résumé en anglais des travaux sera disponible à partir de mai 2020 à l'adresse suivante : www.cipra.org/fr/youth-shaping-eusalp

Coronavirus : le tourisme alpin frappé de plein fouet



Domaines skiables déserts : le coronavirus a vidé prématurément les pistes, comme ici dans le massif de l'Arlberg/A. (c) CIPRA International, Michael Gams

Pistes de ski désertées, hôtels vides, sommets délaissés : un virus a paralysé le tourisme, moteur essentiel de l'activité économique dans de nombreuses régions alpines. Et après ?

Tout s'est arrêté brusquement : le 9 mars, le plus grand domaine skiable du monde, « Dolomiti Superski », a fermé ses pistes de manière anticipée sur décision de l'État, comme toutes les autres stations de ski d'Italie. Le gouvernement italien a tenté ainsi de freiner la propagation du coronavirus. Peu de temps après, la station autrichienne d'Ischgl est devenue tristement célèbre, après que des touristes de toute l'Europe y ont contracté le virus dans les bars où les vacanciers se retrouvent en fin de journée pour faire la fête. Or, ce n'est que le 15 mars que les pistes ont été fermées et que la station a été placée sous quarantaine, comme plus tard les stations de Sankt-

Anton am Arlberg et de Sölden dans l'Ötztal, et enfin la région entière du Tyrol/A. Les touristes ont quitté les stations dans la précipitation, certains avec le virus dans leurs bagages. Cela a accéléré la propagation de la maladie dans des pays tels que l'Allemagne, la Suède, la Norvège, et même l'Islande.

Des appels à ne pas aller en montagne et des annulations

« Je reste à la maison » ou « La montagne attend, nous aussi » : les clubs alpins ont multiplié les appels à leurs membres. À partir de mars, tous les refuges de montagne ont fermé les uns après les autres dans les Alpes. Les activités telles que les sorties de ski de randonnée ou les cours de sports ont été annulées. « Dans la situation actuelle, n'allez pas en montagne » a averti par exemple le président du Club Alpin Allemand, Josef Klenner. L'argument des clubs alpins : en montagne, le risque de se blesser est important, et donc de mobiliser inutilement les ressources et les capacités des équipes de sauvetage, ainsi que celles des soignants. Le calendrier des grands événements sportifs n'a pas été épargné : la finale de la Coupe du monde de ski alpin à Cortina d'Ampezzo, en Italie, ou les épreuves de saut à ski dans la station de Planica en Slovénie ont été annulées.

Des vacances à l'intérieur des frontières nationales

Chômage et dépôts de bilan : la crise du coronavirus aura des impacts à long terme, c'est une certitude. Pour Christian Baumgartner, chercheur en tourisme et vice-président de CIPRA International, les doutes persisteront après la fin de la pandémie, et beaucoup de gens pourraient décider de passer leurs vacances dans leur propre pays. Lors de la crise économique de 2010/2011, on a constaté que les territoires engagés dans une démarche de tourisme doux étaient nettement plus résilients, et donc moins frappés par la crise que les grands centres touristiques, rappelle Christian Baumgartner. « Cela n'aide pas les populations des régions actuellement touchées, mais la politique pourrait par exemple conditionner son soutien financier à un changement d'approche dans le secteur touristique après la crise. » Selon lui, l'objectif doit être d'axer la politique d'aide sur des interventions en réseau, viables et à long terme en faveur d'un tourisme hivernal ou quatre saisons durable, et de conserver la valeur ajoutée sur le territoire. « La condition préalable doit être en tout cas l'existence de stratégies régionales holistiques, qui prennent également en compte la consommation d'énergie, la mobilité touristique, et d'autres domaines pertinents tels que l'agriculture ou la biodiversité. »

Sources et informations complémentaires :

www.repubblica.it/cronaca/2020/03/10/news/coronavirus_il_virus_chiude_anche_lo_sci_stop_alle_piste_su_tutte_le_alpi-250821959/?refresh_ce (it), www.welt.de/wirtschaft/article206879663/Corona-Pandemie-So-hat-Ischgl-das-Virus-in-die-Welt-getragen.html (de), www.faz.net/aktuell/politik/ausland/tirol-will-aufklaerung-in-corona-krise-der-filz-von-ischgl-16694930.html (de), www.falter.at/zeitung/20200324/tirol-traum-und-alp (de), www.derstandard.at/story/2000115989961/apres-ski-mit-boesem-erwachen-in-den-tiroler-bergen (de), www.cai.it/io-resto-a-casa-le-montagne-non-si-muovono/ (it), www.alpenverein.at/portal/news/aktuelle_news/2020/2020_03_13_coronavirus-alpenverein.php (de), www.naturfreunde.at/berichte/presseinformationen/presseinformationen/solidarischer-outdoor-verzicht/ (de), www.alpenverein.de/in-der-corona-krise-keine-bergtouren-aber-in-bewegung-bleiben_aid_34793.html (de), www.sac-cas.ch/de/der-sac/sac-huetten-bleiben-geschlossen-23205/ (de), <https://orf.at/stories/3161124/> (de)

Tourisme alpin et crise du coronavirus : notre podcast avec les spécialistes du tourisme Christian Baumgartner et Stefanie Pfahl (en allemand) :

La comédie des pesticides dans les Alpes



Au nom de la santé et la biodiversité : des communes alpines mènent une lutte opiniâtre pour l'interdiction des pesticides.

Des villes et communes françaises interdisent les pesticides, l'Autriche bannit le glyphosate de ses sols et la société civile recueille des signatures pour la protection des abeilles. En toile de fond, des querelles de compétences, des fautes de procédure et des débats sur la santé.

Plus de [120 villes et villages français](#) ont pris des arrêtés interdisant l'usage des pesticides à proximité des habitations. Les communes alpines de Saint-Pierre d'Entremont, Malleval en Vercors, Grenoble ou encore Eybens se sont jointes au mouvement. Mais la justice est divisée. Dans la plupart des cas portés en justice, les tribunaux administratifs ont annulé les interdictions de pesticides. Ils considèrent que ces décisions relèvent de la compétence de l'État. Pourtant, certains tribunaux, en particulier dans la région parisienne, se sont prononcés en faveur des arrêtés communaux anti-pesticides. Brigitte Bienassis, Maire de Saint-Pierre d'Entremont en Savoie, en est convaincue : « Pour avoir une réelle possibilité d'avoir un impact au niveau de l'État, il faudrait que de nombreuses autres communes rejoignent le mouvement. »

Qui décide ?

Dans les autres pays alpins, la question des pesticides échauffe également les esprits. En Italie, plus de 70 communes, parmi lesquelles Vallarsa et Belluno, se sont prononcées pour une interdiction des pesticides dans les espaces publics. La commune de Mals dans le Tyrol du Sud, qui avait été la première à interdire les pesticides sur son territoire, a reçu en automne 2019 de mauvaises nouvelles de Bolzano : le tribunal administratif a déclaré nulle et non avenue l'interdiction généralisée des pesticides, cette question relevant selon lui des compétences de l'État, et non des communes. La population de Mals veut désormais porter le cas devant le Conseil d'État à Rome.

Dans le cadre du projet « Communes sans pesticides », plus de 500 villes et villages allemands se sont engagés à ce jour volontairement à ne plus utiliser de glyphosate dans les espaces publics. Certaines communes renoncent même entièrement à l'usage des pesticides. En 2017, le Ministre de l'Agriculture de l'époque voyait les choses autrement : il a

voté contre l'avis de son gouvernement, et sans l'informer, pour la prolongation de l'autorisation du glyphosate dans l'UE jusqu'en 2022.

La politique sur le devant de la scène

En Autriche aussi, la comédie des pesticides bat son plein : en juillet 2019, le Parlement autrichien a voté l'interdiction du glyphosate. En décembre de la même année, il a fait machine arrière, invoquant une faute de procédure : la proposition de loi n'avait pas été soumise aux instances européennes comme elle aurait dû l'être. Le nouveau gouvernement n'a fait aucune démarche pour corriger le tir, et la loi n'est toujours pas entrée en vigueur.

Depuis 2013, les États européens n'arrivent pas à se mettre d'accord sur l'adoption d'une version révisée des « *Lignes directrices sur l'évaluation des risques liés aux produits phytopharmaceutiques pour les abeilles* », qui prévoient des règles plus strictes pour l'homologation des pesticides. Pendant que les États se querellent, la société civile réunit des signatures. L'initiative citoyenne européenne « [Sauvons les abeilles et les agriculteurs ! Une agriculture respectueuse des abeilles pour le bénéfice de la santé et de l'environnement](#) », veut interdire progressivement l'utilisation des pesticides de synthèse d'ici à 2035. Pour être examinée par la Commission européenne, l'initiative devra recueillir au moins un million de signatures d'ici le 30 septembre 2020.

Sources :

www.maireantipesticide.fr/, www.savebeesandfarmers.eu/fra/, www.welt.de/newsticker/news1/article200163452/Chemie-Paris-und-weitere-franzoesische-Staedte-verbieten-Pestizide.html (de), www.corriere.it/buone-notizie/19_giugno_12/pesticidi-addio-70-comuni-italiani-ne-limitano-l-utilizzo-50139612-8d17-11e9-98ba-037337d4fe50.shtml (it), www.bund.net/themen/umweltgifte/pestizide/pestizidfreie-kommune/ (de), www.zeit.de/politik/deutschland/2017-11/glyphosat-entscheidung-merkel-ruegt-alleingang-von-csu-agrarminister (de), www.infosperber.ch/Umwelt/Pestizid-Verbote-Franzoesische-Gerichte-sind-sich-nicht-einig (de)

Les nouvelles lois sur la chasse sous les feux de la critique



Vues divergentes : les lois sur la chasse font actuellement l'objet de vives discussions dans de nombreux pays alpins.

Quand la chasse entre en conflit avec la protection des espèces : plusieurs régions et pays alpins veulent réformer leur législation sur la chasse. Les critiques fusent.

Les grands prédateurs tels que le loup et l'ours sont protégés dans tout l'Arc alpin. En Suisse, le projet de révision de la Loi sur la chasse provoque une levée de boucliers chez les organisations de protection de la nature. Au début de l'année, elles ont recueilli plus de 100 000 signatures contre cette révision. Selon l'organisation environnementaliste Pro Natura, la nouvelle loi est trop centrée sur les intérêts des chasseurs et entraîne un déséquilibre entre la chasse et la protection des espèces. Elle

autoriserait en outre le tir d'espèces strictement protégées telles que le loup, même s'ils n'occasionnent pas de dégâts.

Des doutes juridiques

En Allemagne, la modification de la Loi fédérale sur la protection de la nature est déjà entrée en vigueur en mars 2020. Il est désormais possible en Allemagne de décimer la population de loups jusqu'à cessation complète des prédateurs dans la région concernée. La conformité de ces dispositions avec la législation européenne sur la protection de la nature n'est pas encore établie. Des doutes juridiques existent également sur une nouvelle directive adoptée en Slovénie début 2020 dans le cadre d'une « loi d'intervention », qui prévoit l'abattage de 30 % des populations de loups et d'un quart des populations d'ours. Dans les Alpes françaises, des ONG réclament une protection plus stricte du lagopède alpin, dont les effectifs se réduisent comme peau de chagrin sous l'effet du bouleversement climatique. Fin 2019, une décision des tribunaux à ce sujet a été ajournée. La Région Piémont/I veut quant à elle autoriser la chasse au lagopède alpin et à d'autres espèces aviaires.

Faciliter le dialogue

Pour Marion Ebster, responsable de projet « Nature & être humain » chez CIPRA International, les modifications des lois sur la chasse comme celles qui ont été adoptées en Suisse ou en Allemagne sont une tentative de réagir à de nouvelles interactions entre la nature et l'être humain, comme dans le cas du loup. « Dans ces débats souvent empreints d'émotions, il est essentiel d'encourager le dialogue au niveau local et régional entre des acteurs·trices de différents horizons. ». C'est aussi l'objectif principal du projet « Transferts de connaissances pour la co-adaptation avec le loup dans les régions alpines » lancé en février 2020 à l'instigation de la CIPRA.

Sources et informations complémentaires :

www.pronatura.ch/de/jagdgesetz-nein (de), <https://jagdgesetz-nein.ch/> (de), <https://ja-jagdgesetz.ch/argumente/> (de), www.bmu.de/pressemitteilung/mehr-rechtssicherheit-im-umgang-mit-dem-wolf/ (de) <https://www.juwiss.de/24-2020/> (de), www.placegrenet.fr/2019/10/31/la-lpo-demande-linterdiction-de-la-chasse-au-lagopede-alpin-en-isere-savoie-et-haute-savoie/265457, www.placegrenet.fr/2019/11/09/chasse-au-lagopede-alpin-autorisee/266800, <https://wilderness-society.org/emergency-wolf-and-bear-cull-to-continue-in-slovenia/> (en), www.delo.si/novice/slovenija/drzavni-svet-na-smrt-obsodil-220-medvedov-in-30-volkov-283295.html (sl), www.uccellidaproteggere.it/Le-specie/Gli-uccelli-in-Italia/Le-specie-protette/PERNICE-BIANCA2 (it)

Les villages d'alpinistes se développent en Suisse



Ski de randonnée en hiver, randonnées pédestres en été : les villages d'alpinistes misent sur des offres touristiques respectueuses de l'environnement. (c) CIPRA International, Michael Gams

Après l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie et la Slovénie, l'initiative des « villages d'alpinistes » va s'implanter aussi en Suisse. Les villages d'alpinistes sont le symbole du développement d'un tourisme proche de la nature et alternatif dans les Alpes.

Dans le cadre d'un projet pilote de trois ans, l'initiative « villages d'alpinistes » va être élargie à la Suisse, au départ dans le canton des Grisons. La conduite opérationnelle de ce projet patronné par le Club Alpin Suisse est assurée par l'équipe de gestion de produits « Sports de montagne » de l'organisation de marketing locale Prättigau Tourismus. « Nous avons dans les Grisons des villages qui correspondent à la philosophie et aux objectifs des villages d'alpinistes », explique le responsable du projet, Marc Bless. Pour lui, l'implantation de la philosophie des villages d'alpinistes, qui soutient le développement d'un tourisme durable dans le sens de la Convention alpine,

est une formidable opportunité pour la Suisse. Dans un premier temps, deux ou trois communes pilotes seront sélectionnées sur la base des critères officiels. Si tout se passe bien, l'initiative sera élargie à d'autres régions de Suisse. Une personne est actuellement recherchée pour renforcer l'équipe de projet. L'offre d'emploi peut être consultée [ici](#).

L'initiative des villages d'alpinistes a été lancée en 2008 par le Club Alpin Autrichien, et élargie à partir de 2016 à d'autres pays alpins. Destinée à faire rempart au développement du tourisme de masse dans les Alpes, l'initiative vise, entre autres, à préserver la beauté des paysages alpins et à encourager le tourisme doux. Actuellement au nombre de 29, les villages d'alpinistes se caractérisent par leur fidélité à l'identité alpine, par leur démarche de développement territorial durable et par des offres touristiques écologiquement et socialement soutenables. Moteurs du développement durable dans les Alpes, les villages d'alpinistes sont étroitement liés aux objectifs de la Convention alpine et doivent répondre à des critères d'adhésion très stricts.

Sources et informations complémentaires :

www.bergsteigerdoerfer.org/ (de, it, sl, en), www.alpenverein.at/portal/natur-umwelt/bergsteigerdoerfer (de), www.zhaw.ch/no_cache/de/forschung/forschungsdatenbank/projektdetail/projektid/1134/ (de, en)

Oh...



Une querelle de frontière absurde liée à la fonte des glaciers : ce refuge italien est désormais situé en territoire suisse. (c) wikimedia, Franco56

Sous l'effet du changement climatique, un refuge italien devient suisse sans le vouloir : un glacier qui fond dans les Alpes valaisannes modifie en effet le tracé de la frontière entre la Suisse et l'Italie. Le refuge de montagne Guide del Cervino se trouve désormais aux deux tiers en territoire suisse, ce qui entraîne de vives discussions entre les membres de la commission spéciale mise en place par les deux pays pour régler ce problème de frontière. La pomme de discorde est la ligne de partage des eaux qui servait de point de repère pour la frontière depuis le XIX^e siècle. À presque 3 500 mètres d'altitude, la fonte du glacier a déplacé cette ligne en direction de la Suisse. C'est ce qu'a constaté l'Office suisse de la topographie, qui a proposé un échange de terrains : le « nouveau » secteur suisse serait laissé à l'Italie pour que le refuge puisse rester en territoire italien. En contrepartie, la Suisse recevrait un autre

terrain de 650 m² à la frontière italienne. Le responsable italien de la commission argumente en revanche que le refuge ne s'est pas déplacé, et qu'il est donc toujours en Italie. Selon lui, il n'y a de ce fait aucune raison de céder une partie du territoire italien. La prochaine rencontre de la commission aura lieu en mai. Une querelle absurde, qui, avec un peu de patience, devrait se résoudre d'elle-même d'ici la fin du siècle : au plus tard d'ici là, tous les glaciers alpins auront définitivement disparu.

Source : www.nzz.ch/panorama/neue-landesgrenze-schweiz-und-italien-streiten-im-hochgebirge-ld.1546141 (de)

Agenda

Événement reporté : Tourisme et sports de pleine nature, tbd, Prien am Chiemsee/DE. [En savoir plus...](#)

Les services aux publics dans LEADER , 09.06.2020, Serre/F. [En savoir plus...](#)

Séminaire de clôture du projet ENERB'Alpes : Solaire et bâtiments performants dans les Alpes, 18.06.2020, Embrun/F. [En savoir plus...](#)

Workshop & Conférence sur la communication climatique, 30.06.2020-01.07.2020, online. [En savoir plus...](#)

1001 Nuits Alpines, 21.06.2020-21.09.2020, En tous lieux du massif alpin français. [En savoir plus...](#)

Commune 4.0 - Les nouvelles technologies au service des populations alpines, 11.09.2020, Saas-Fee/CH. [En savoir plus...](#)